



Organisation
internationale
du Travail

► Mener des activités ESG

Perspectives mondiales et régionales pour
les organisations d'employeurs



► **Mener des activités ESG**

Perspectives mondiales et régionales pour
les organisations d'employeurs

© Organisation internationale du Travail 2025.

Première édition 2025.



Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Cet ouvrage est soumis à une licence Creative Commons Attribution 4.0 International. Voir: creativecommons.org/licenses/by/4.0. L'utilisateur est autorisé à réutiliser et à partager (copier et redistribuer) l'ouvrage original ou à l'adapter (le remanier, le transformer ou s'en servir pour créer un nouveau produit) conformément aux termes de ladite licence. L'utilisateur doit clairement indiquer que l'OIT est la source de l'ouvrage et faire état de toute modification apportée au contenu original. L'utilisation de l'emblème, du nom et du logo de l'OIT n'est pas autorisée dans le cadre de traductions, d'adaptations ou d'autres œuvres dérivées.

Citation – L'utilisateur doit faire état de toute modification apportée à cet ouvrage. L'ouvrage doit être cité comme suit: OIT, *Mener des activités ESG: perspectives mondiales et régionales pour les organisations d'employeurs*, Genève: Bureau international du Travail, 2025. © OIT.

Traductions – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: Ceci est une traduction d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette traduction n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.

Adaptations – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: Ceci est une adaptation d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette adaptation n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une adaptation officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette adaptation, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.

Œuvres de tiers – La licence Creative Commons ne s'applique pas aux œuvres incluses dans cette publication qui ne relèvent pas du droit d'auteur de l'OIT. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires auprès du détenteur des droits et sera tenu pour seul responsable en cas de violation alléguée.

Tout différend auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée à rights@ilo.org. Des informations concernant les publications et les produits numériques de l'OIT peuvent être consultées sur www.ilo.org/publns.

ISBN: 9789220429884 (pdf Web)

DOI: <https://doi.org/10.54394/FXKM9528>

Également disponible en anglais: *Leading the ESG agenda: Global and regional insights for employer and business membership organizations*, ISBN 9789220424063 (pdf Web); **en espagnol:** *Liderando la agenda ambiental, social y de gobernanza (ASG): Perspectivas mundiales y regionales de las organizaciones empresariales y de empleadores*, ISBN 9789220429891 (pdf Web).

Les désignations utilisées dans les publications et bases de données de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tout pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites. Voir: www.ilo.org/deni-de-responsabilite.

Les opinions et vues exprimées dans la présente publication sont propres à son ou ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions, les vues ou la politique de l'OIT.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Imprimé en Suisse

► Remerciements

L'élaboration de ce guide consacré aux services de conseil ESG pour les organisations d'employeurs (OE) est le fruit d'un effort collectif, qui s'est appuyé sur les compétences, les connaissances et l'expérience d'une équipe de personnes dévouées.

Nous tenons à remercier Linda Vega Orozco, économiste spécialisée dans la recherche, l'analyse de données et l'évaluation d'impact dans le domaine du développement international, qui est la principale auteure de ce rapport détaillé.

Nous sommes particulièrement reconnaissants aux OE qui nous ont donné de leur temps et ont contribué à l'enquête. Leurs perspectives concrètes offrent des informations utiles qui peuvent éclairer et inspirer leurs pairs dans toutes les régions.

Nous tenons à remercier nos collègues du Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour leur précieux soutien tout au long de l'élaboration de l'enquête ainsi que de la préparation et de la révision de ce rapport, de même qu'Eleonora Gonnelli, consultante pour l'ACT/EMP, pour son appui dans la mise en œuvre de l'enquête et la rédaction du rapport.

► Table des matières

Remerciements	iii
Principaux constats	3
Pourquoi les critères ESG sont-ils importants pour les OE?	4
Montrer l'exemple: comment les OE intègrent-elles les critères ESG dans leurs activités?	5
Jouer un rôle moteur: comment les OE guident-elles leurs membres sur les priorités ESG?	7
Défis et perspectives pour les OE et leurs membres	14
La voie à suivre	19
Annexe: données démographiques de l'enquête	20
Références	21

► Liste des figures

Figure 1. «Votre organisation dispose-t-elle d'une stratégie ESG dédiée?»	5
Figure 2. «Parmi les initiatives ESG suivantes, lesquelles votre organisation met-elle en œuvre en interne? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	6
Figure 3. «Votre organisation propose-t-elle des services ou des activités spécifiquement liés aux critères ESG?»	7
Figure 4. «Veuillez préciser quels services ou activités ESG votre organisation propose parmi les suivants. Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	8
Figure 5. «Qui sont les principaux utilisateurs de vos services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	9
Figure 6. «Quels sont les secteurs les plus intéressés par vos services ESG? Sélectionnez trois réponses au maximum.»	10
Figure 7. «Quelles sont les raisons les plus fréquentes pour lesquelles les membres utilisent vos services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	11
Figure 8. «Comment la demande de vos services ESG a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années?»	12
Figure 9. «À quelle évolution de la demande de services ESG vous attendez-vous au cours des un à trois ans à venir?»	13
Figure 10. Augmentation nette ou légère combinée à partir des figures 8 et 9	13
Figure 11. «Quelles sont les difficultés rencontrées par votre organisation dans la mise en œuvre d'initiatives ESG pour ses membres? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	15
Figure 12. «Comment votre organisation finance-t-elle les services/activités ESG proposés aux membres? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	15
Figure 13. «Quels bénéfices vos membres ont-ils mentionnés après avoir utilisé vos services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	16
Figure 14. «Quels avantages votre organisation a-t-elle retirés de son offre de services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	17
Figure 15. ««Quelles ressources ou quel soutien seraient les plus utiles à votre organisation pour faire progresser les services ESG que vous fournissez à vos membres? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»	18
Figure 1A. OE interrogées par région	20
Figure 2A. Poste des répondants	20

► Principaux constats

Les OE commencent à «passer de la parole aux actes»

- Si la plupart des organisations d'employeurs et associations professionnelles (OE) n'ont pas de stratégie environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), elles s'efforcent de plus en plus d'en élaborer une.
- Les efforts des OE pour mener en interne des initiatives ESG varient beaucoup d'une région à l'autre. Les programmes pour la santé et le bien-être des salariés sont courants dans toutes les régions, sauf en Europe et en Asie centrale. De même, les pratiques de réduction des déchets et de recyclage sont très fréquentes dans le monde entier, bien qu'en moindre proportion en Afrique.

Les OE proposent déjà des services ESG et en tirent des bénéfices

- Plus de la moitié des OE proposent des services ou des activités ESG à leurs membres et à des non-membres afin qu'ils améliorent leurs pratiques et leurs performances commerciales.
- Les moyennes et grandes entreprises sont celles qui ont le plus recours aux services ESG.
- Plus de la moitié des OE ont indiqué que le secteur manufacturier était le principal utilisateur des services ESG. Pour les autres secteurs, la demande varie beaucoup d'une région à l'autre.
- Plus de la moitié des OE dans le monde font état d'une meilleure participation de leurs membres depuis qu'elles ont commencé à proposer des services ESG.

Le changement est en marche

- Huit OE sur dix dans le monde indiquent que la demande de services ESG a augmenté au cours des cinq dernières années.
- Quatre OE sur cinq s'attendent à ce que la demande augmente dans les un à trois ans à venir.
- Dans les régions où la demande n'a pas beaucoup augmenté au cours des cinq dernières années, la majorité des OE s'attendent à ce que cela change bientôt.
- La conformité réglementaire et l'amélioration de la réputation de l'entreprise sont les deux principales raisons qui motivent les membres d'OE à recourir aux services ESG.
- Une meilleure connaissance des réglementations et des initiatives ESG est le résultat le plus fréquemment mentionné par les membres qui utilisent les services ESG des OE.

Les OE peuvent en faire davantage pour tirer parti de cette perspective

- Près de 40 pour cent des OE dans le monde ont indiqué que leur principale difficulté pour mettre en œuvre des initiatives ESG pour leurs membres était le manque de ressources.
- Étant donné que le manque de ressources est l'une des principales contraintes pour les OE dans la mise en œuvre des services ESG, les modèles et la durabilité des financements sont d'une importance cruciale.

► Pourquoi les critères ESG sont-ils importants pour les OE?

Les organisations d'employeurs et associations professionnelles (OE) sont particulièrement bien placées pour piloter des initiatives environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), grâce à leur portée intersectorielle, à leur expertise technique et à leur influence politique. En les prônant, elles peuvent améliorer leur visibilité et leur crédibilité, attirer de nouveaux membres et proposer des services précieux tels que la formation et le conseil en matière ESG. Ce rôle moteur profite non seulement aux organisations elles-mêmes, mais il permet également à leurs membres d'améliorer leurs résultats, d'accéder à la finance durable et de suivre un cadre réglementaire en constante évolution. En outre, les OE jouent un rôle essentiel pour préparer les entreprises à des réglementations ESG plus strictes, en leur offrant un appui pour se mettre en conformité et en plaidant pour des politiques cohérentes. Leur implication aide les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), à rester compétitives et résilientes sur les marchés mondiaux.

Entre novembre 2024 et mars 2025, le Bureau des activités pour les employeurs de l'OIT (ACT/EMP) a mené une enquête mondiale auprès des OE. Elle visait à recueillir des informations sur les services et les activités qu'elles proposent sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance, à identifier les utilisateurs de ces services et à évaluer les avantages qu'ils procurent tant aux organisations qu'à leurs membres. L'enquête a été menée en ligne et a recueilli les réponses de 90 OE dans 65 pays de cinq régions: Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie et Pacifique, États arabes, Europe et Asie centrale. La répartition régionale des OE ayant répondu à l'enquête est la suivante: Amérique latine et Caraïbes (35 pour cent), Afrique (32 pour cent), Asie et Pacifique (14 pour cent), Europe et Asie centrale (12 pour cent) et États arabes (7 pour cent). Des femmes et des hommes ont répondu à parts égales à l'enquête¹.

Ce rapport présente les principaux constats et perspectives au niveau mondial et régional. Dans ce rapport, les principes ESG servent de cadre pour évaluer les pratiques commerciales et les performances d'une organisation par rapport à diverses questions de durabilité et de gouvernance. Ils fournissent en outre une méthode d'évaluation des risques et des possibilités pour les entreprises dans ces domaines. Enfin, ils permettent aux entreprises d'aborder leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance et d'en rendre compte et/ou de communiquer à ce sujet.

¹ Consulter l'annexe 1 pour une présentation plus détaillée des répondants à l'enquête.

► Montrer l'exemple: comment les OE intègrent-elles les critères ESG dans leurs activités?

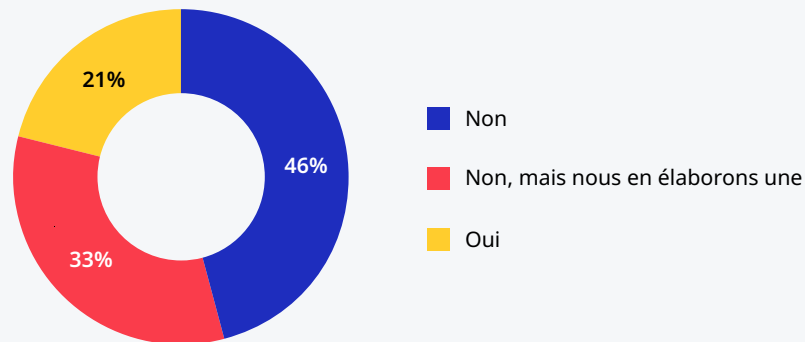
Afin d'évaluer la manière dont les OE abordent les critères ESG dans le cadre de leurs propres activités, l'enquête a posé des questions sur les pratiques qu'elles ont adoptées en interne. Les questions portaient sur l'existence d'une stratégie ESG, d'initiatives ESG particulières, et d'une évaluation des risques et des possibilités en la matière.

Les critères ESG prennent de plus en plus d'importance pour les OE à l'échelle mondiale

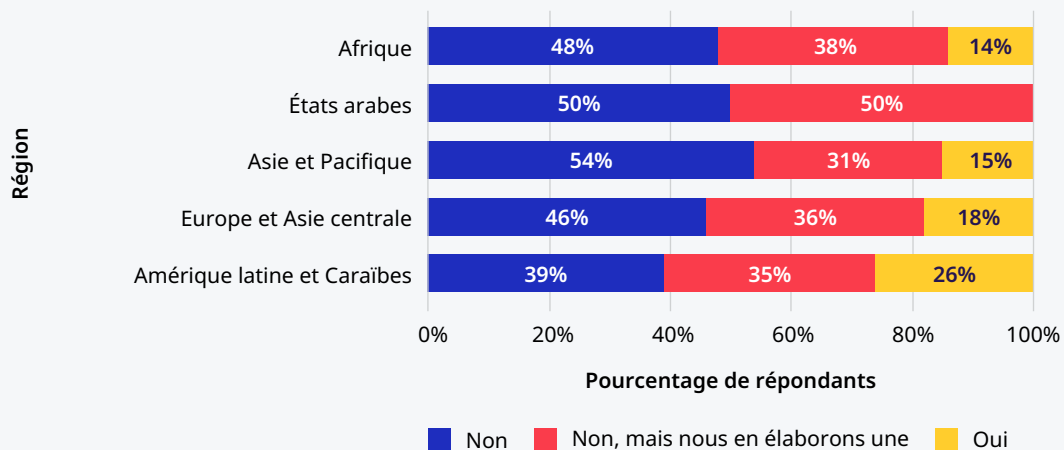
Si la plupart des OE n'ont pas de stratégie ESG, elles s'efforcent de plus en plus d'en élaborer une. Parmi les organisations interrogées, une sur cinq a déclaré disposer d'une stratégie ESG, tandis que trois sur dix n'en avaient pas encore mais étaient en train d'en élaborer une. Les parts les plus élevées d'organisations disposant d'une stratégie ESG ou en train d'en élaborer une se trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes (61 pour cent) ainsi qu'en Europe et en Asie centrale (54 pour cent), ce qui témoigne d'une reconnaissance croissante de l'importance des critères ESG parmi les organisations d'employeurs.

► Figure 1. «Votre organisation dispose-t-elle d'une stratégie ESG dédiée?»

Graphique A. Résultats mondiaux



Graphique B. Résultats régionaux



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

Les efforts déployés par les OE varient beaucoup d'une région à l'autre

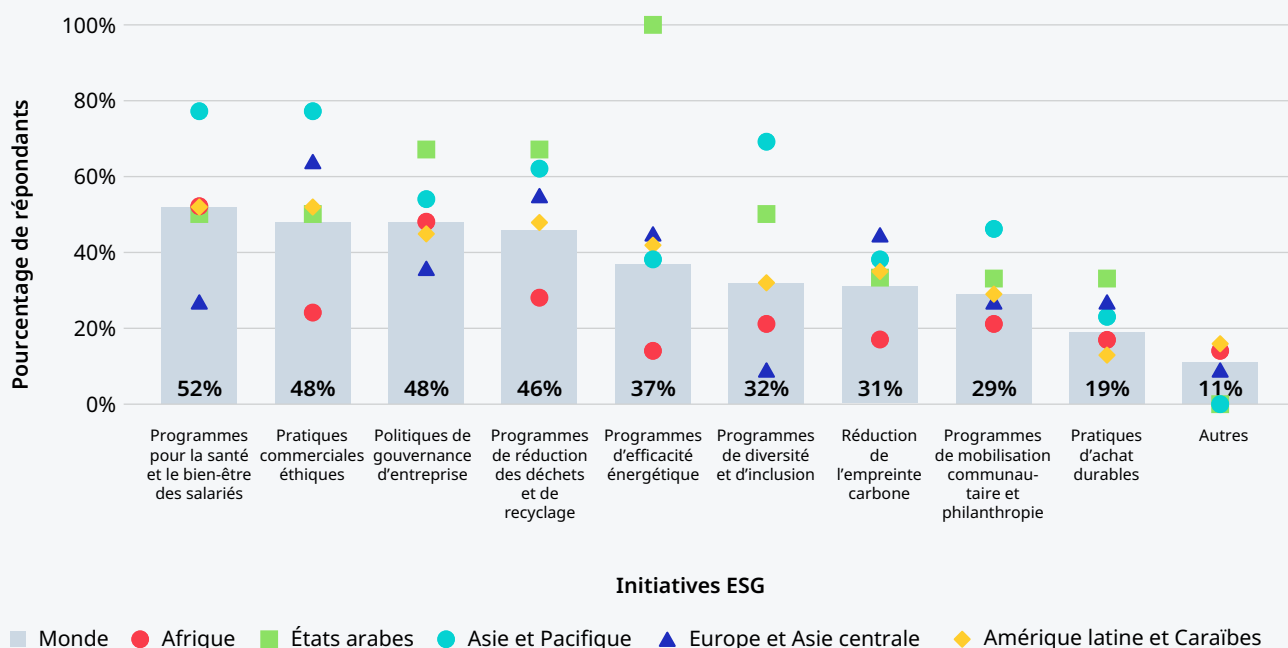
L'enquête a demandé quelles étaient les initiatives ESG menées en interne. Les cinq principales parmi l'ensemble des répondants sont les suivantes:

- Santé et bien-être des salariés (52 pour cent)
- Pratiques commerciales éthiques (48 pour cent)
- Politiques de gouvernance d'entreprise (48 pour cent)
- Réduction des déchets et recyclage (46 pour cent)
- Efficacité énergétique (37 pour cent)

Les résultats montrent que les efforts des OE pour mener des initiatives ESG en interne sont très variables d'une région à l'autre. Cependant, des programmes pour la santé et le bien-être des salariés sont largement mis en œuvre dans toutes les régions, sauf en Europe et en Asie centrale (27 pour cent). De même, les initiatives de réduction des déchets et de recyclage sont fréquentes dans le monde entier, bien qu'en moindre proportion en Afrique (28 pour cent).

Les OE interrogées dans les États arabes ont fait état d'un fort engagement dans des programmes d'efficacité énergétique, et une majorité (67 pour cent) a mis en place des politiques de gouvernance d'entreprise, dans une proportion plus élevée que dans les autres régions. Environ les deux tiers des OE d'Asie et du Pacifique et une OE sur deux dans les États arabes ont mis en place des programmes relatifs à la diversité et à l'inclusion. Les initiatives visant à promouvoir des pratiques commerciales éthiques sont plus fréquentes dans les organisations d'Europe et d'Asie centrale (64 pour cent) et d'Amérique latine et des Caraïbes (52 pour cent).

► **Figure 2. «Parmi les initiatives ESG suivantes, lesquelles votre organisation met-elle en œuvre en interne? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

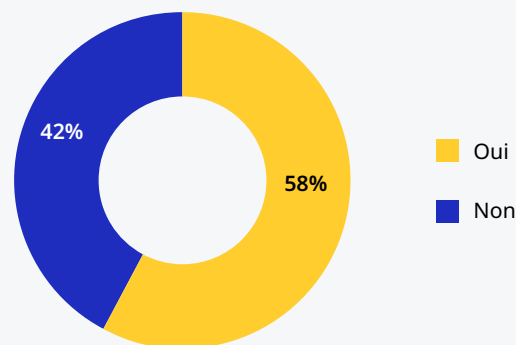
► Jouer un rôle moteur: comment les OE guident-elles leurs membres sur les priorités ESG?

Plus de la moitié des OE proposent des services ou des activités ESG à leurs membres et à des non-membres visant à améliorer leurs pratiques et leurs performances commerciales.

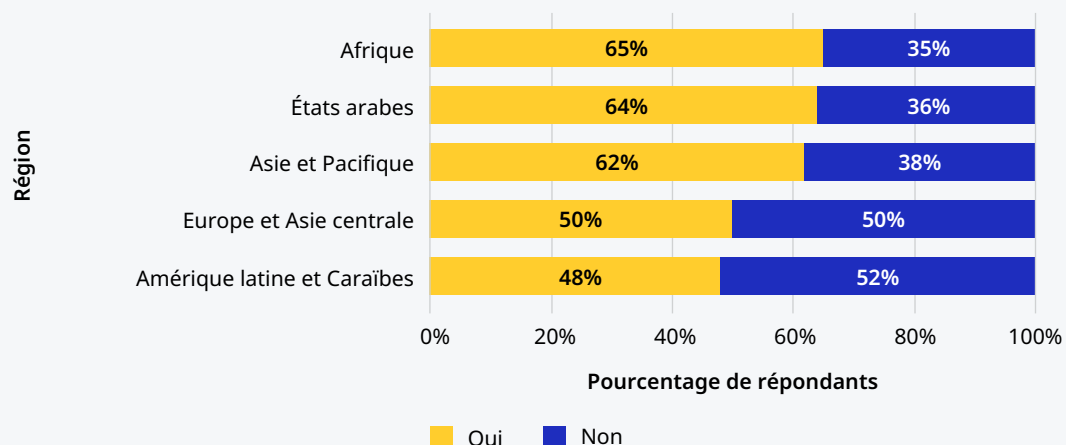
Environ six OE sur dix en Asie et dans le Pacifique, en Europe et en Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes proposent à leurs membres une forme ou une autre de services liés aux critères ESG, tandis qu'environ la moitié des OE en Afrique et dans les États arabes offrent des services ou des activités ESG similaires.

► **Figure 3. «Votre organisation propose-t-elle des services ou des activités spécifiquement liés aux critères ESG?»**

Graphique A. Résultats mondiaux

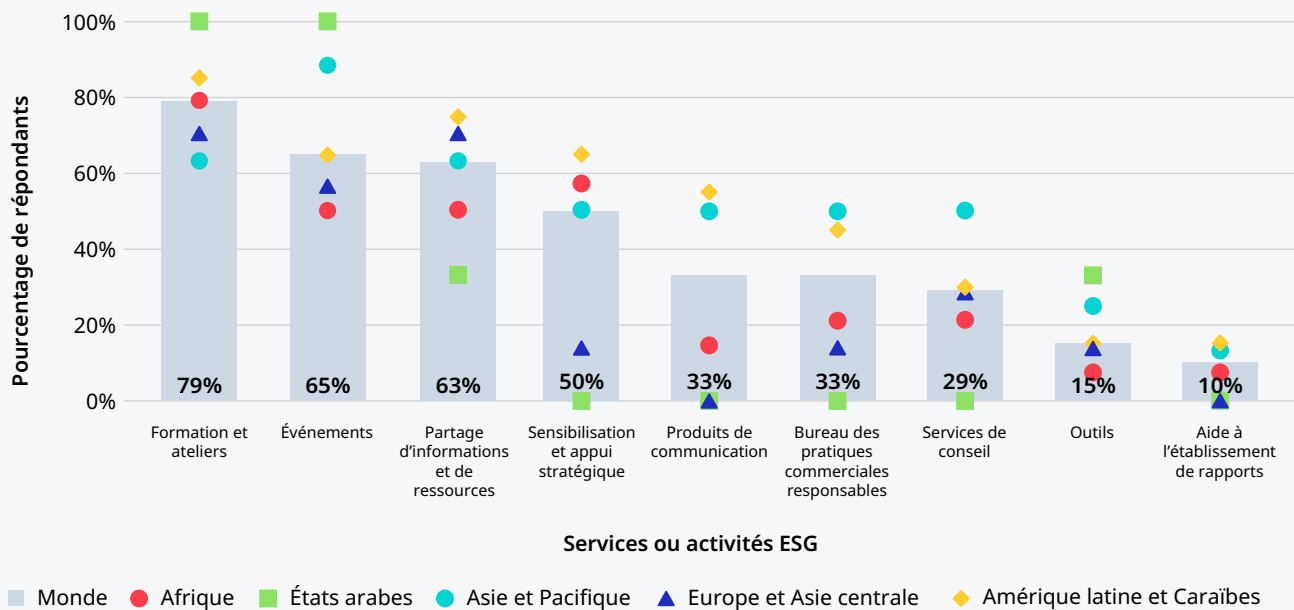


Graphique B. Résultats régionaux



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

► **Figure 4. «Veuillez préciser quels services ou activités ESG votre organisation propose parmi les suivants. Sélectionnez tous ceux qui s'appliquent.»**



Source: Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

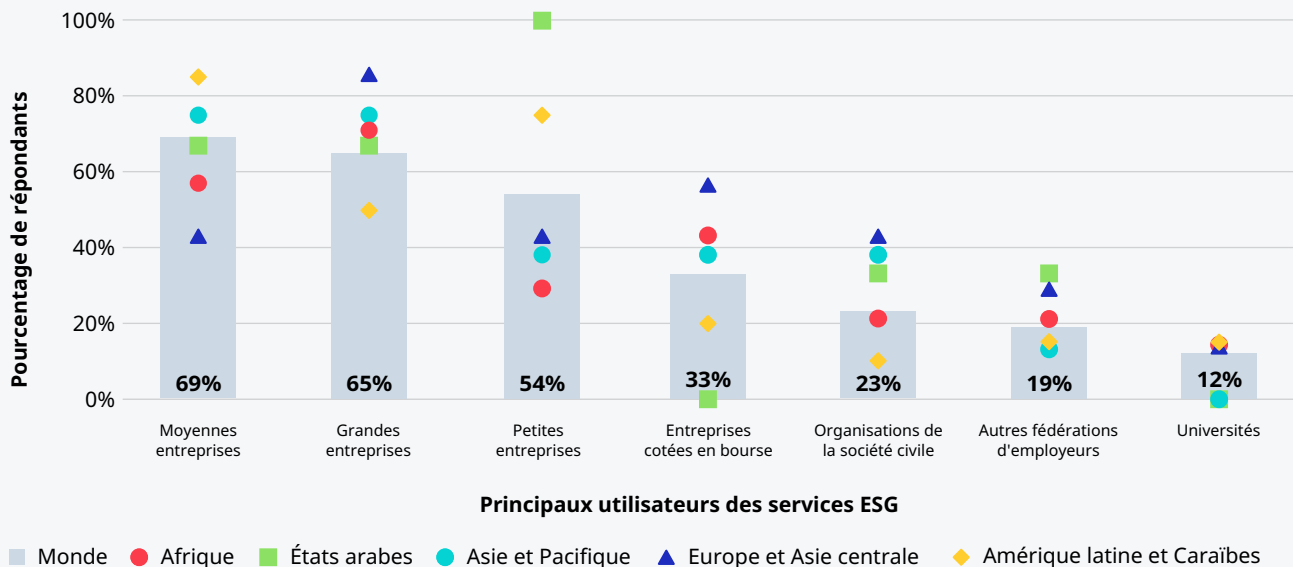
Note: Cette figure exclut les services ou activités ESG qui concernent moins de 10 pour cent des OE au niveau mondial, notamment les programmes de certification et autres services et activités associés.

Au moins les deux tiers des OE proposent des formations, des ateliers et des événements, ainsi que des activités de partage d'informations, pour soutenir les efforts ESG des entreprises dans leurs pays respectifs. Parmi les autres initiatives ESG des organisations figurent la sensibilisation et l'appui stratégique (50 pour cent), l'élaboration ou la distribution de supports de communication (33 pour cent), et un bureau ou un point focal pour accéder aux informations sur les pratiques commerciales responsables (33 pour cent).

Un pourcentage relativement faible d'organisations propose une assistance pratique aux entreprises par le biais de services de conseil (29 pour cent), d'outils ESG (15 pour cent) ou d'aide à l'établissement de rapports ESG (10 pour cent). Pour les organisations, cela représente une possibilité de développer leurs services ESG et de générer un flux de revenus supplémentaire. Selon des statistiques récentes, le marché mondial du conseil en matière de critères ESG et de durabilité est évalué à quelque 44 milliards de dollars É.-U. et il devrait presque doubler pour atteindre 76 milliards d'ici à 2033ⁱ. Ces types de services sont généralement proposés par les quatre grandes sociétés d'audit appelées les «Big Four», à savoir Deloitte, EY, KPMG et PwC. Toutefois, compte tenu de la multiplication des réglementations connexes, y compris dans les marchés émergents, la demande pour ces services augmente à mesure que les entreprises accordent la priorité aux critères ESG, en particulier pour ce qui a trait à la présentation de rapports, et se conforment aux cadres réglementairesⁱⁱ.

L'Amérique latine et les Caraïbes représentent la plus grande part des OE qui fournissent à leurs membres divers services et activités ESG, notamment des formations et des ateliers, un partage d'informations et de ressources, de la sensibilisation et un appui stratégique, ainsi que des produits de communication. Les deux services les plus couramment proposés en Europe et en Asie centrale sont la formation et les ateliers (71 pour cent) et le partage d'informations et de ressources (71 pour cent). En Asie et dans le Pacifique, 9 organisations sur 10 organisent des événements axés sur des questions ESG, et la moitié d'entre elles fournissent des services de conseil, élaborent et distribuent des produits de communication,

► Figure 5. «Qui sont les principaux utilisateurs de vos services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

Note: Les petites entreprises comptent de 0 à 50 salariés, les moyennes de 51 à 250 salariés et les grandes emploient plus de 250 personnes.

et gèrent un bureau des pratiques commerciales responsables. La sensibilisation et l'appui stratégique sur les questions ESG sont relativement courants en Afrique, où environ 6 organisations sur 10 mènent ce type d'initiatives.

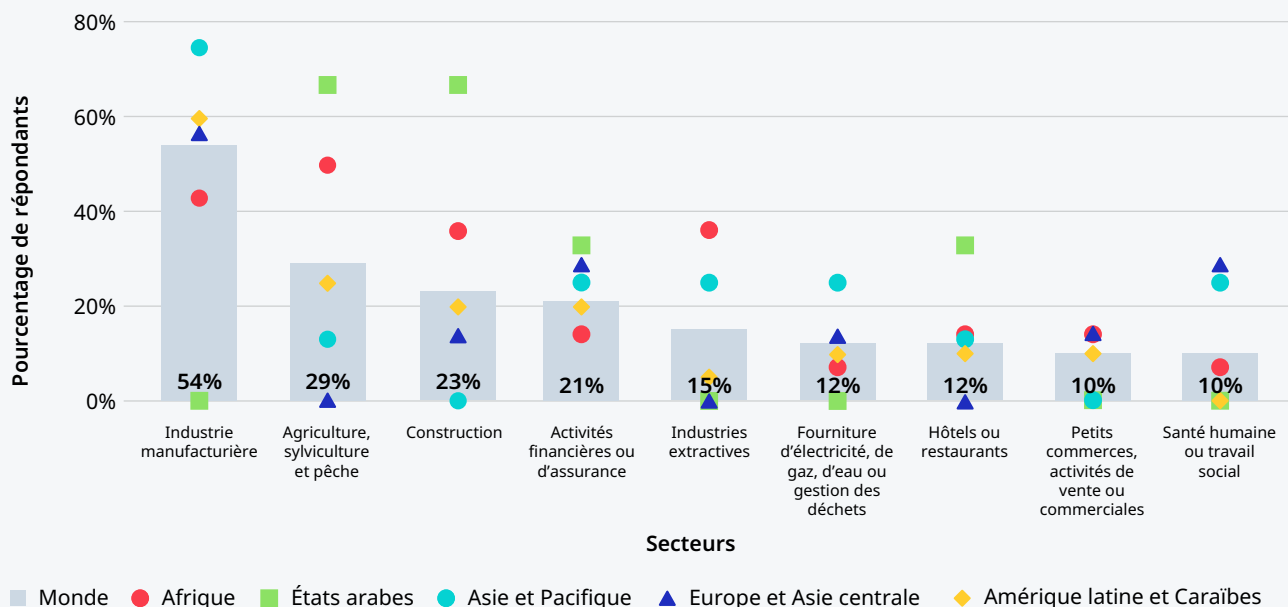
Les moyennes et grandes entreprises sont les principales utilisatrices de services ESG, selon les indications d'environ 70 pour cent des OE dans le monde. Les autres utilisateurs sont de petites entreprises (54 pour cent), des sociétés cotées en bourse (33 pour cent), des organisations de la société civile (23 pour cent), d'autres fédérations d'employeurs (19 pour cent) et des universités (12 pour cent).

Au niveau régional, les utilisateurs des services ESG peuvent varier en fonction de la composition des OE et de l'importance des questions ESG pour les entreprises de différentes tailles. **La plupart des OE offrent des services ESG aux grandes entreprises dans toutes les régions.** Cette tendance résulte probablement du fait que les grandes entreprises disposent de personnel qui se consacre aux initiatives ESG ou de durabilité, de la pression réglementaire exercée par les pouvoirs publics ou de la pression des investisseurs. Toutefois, le marché du soutien aux PME ne doit pas être négligé. Par exemple, la plupart des OE d'Amérique latine et des Caraïbes (85 pour cent) et d'Asie et du Pacifique (75 pour cent) proposent des services et des activités ESG aux moyennes entreprises. De même, 8 organisations sur 10 en Amérique latine et dans les Caraïbes offrent des services aux petites entreprises, une part relativement élevée par rapport aux OE des autres régions.

La demande de services ESG varie beaucoup d'un secteur à l'autre

Les entreprises manufacturières sont les principales utilisatrices de services ESG, comme l'indiquent plus de la moitié des OE au niveau mondial. L'industrie manufacturière transforme des matières premières en produits plus élaborés, ce qui nécessite de l'énergie et de l'eau et génère souvent des déchets et/ou de la pollution. Ce secteur a donc une forte empreinte environnementale. La demande de services ESG peut également être motivée par la nécessité de parvenir à une meilleure efficacité des ressources, notamment en réduisant la consommation d'énergie et d'eau. Par ailleurs, des facteurs tels que les exigences de conformité ESG de la part des partenaires commerciaux et la pression réglementaire pour réduire au minimum les impacts environnementaux et sociaux pourraient accroître l'attention

► Figure 6. «Quels sont les secteurs les plus intéressés par vos services ESG? Sélectionnez trois réponses au maximum.»



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

Note: Cette figure exclut les secteurs qui représentent moins de 10 pour cent des réponses globales. Il s'agit notamment des services administratifs et d'appui, de l'immobilier, du transport et de l'entreposage, de l'éducation, des activités professionnelles, scientifiques ou techniques, et des arts, spectacles

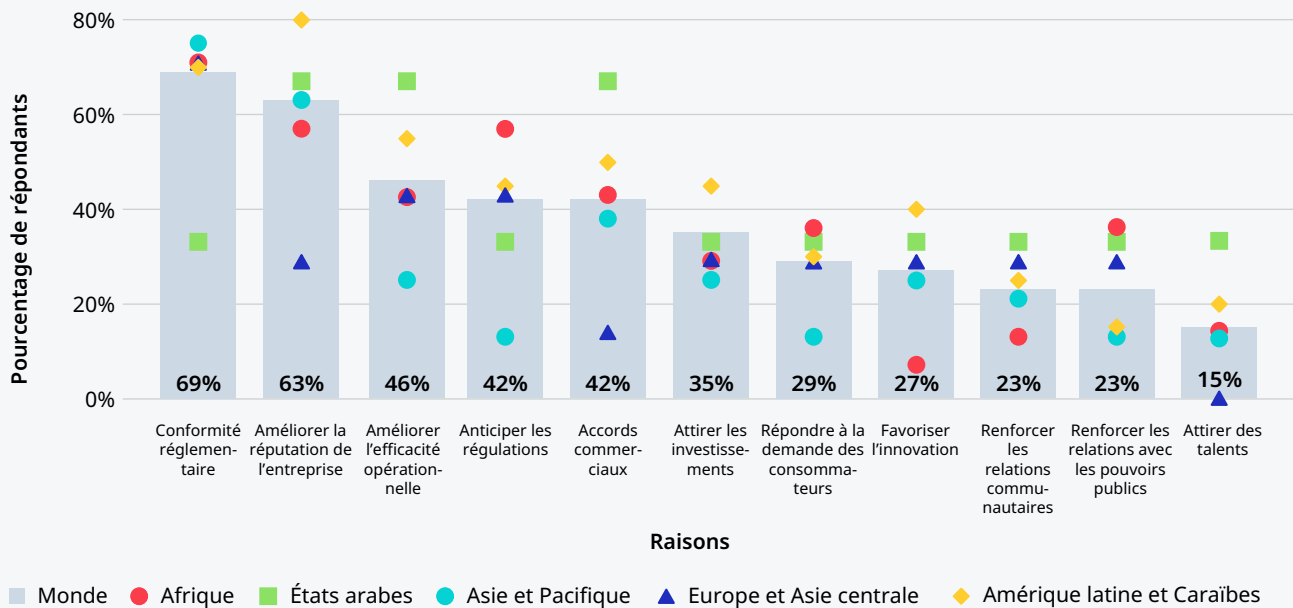
portée aux questions ESG. Les autres secteurs qui montrent le plus d'intérêt pour les services ESG fournis par les OE sont l'agriculture, la sylviculture et la pêche (29 pour cent), la construction (23 pour cent) et les activités financières ou d'assurance (21 pour cent).

Au niveau régional, les entreprises manufacturières représentent la plus grande part des entreprises intéressées par les services ESG en Asie et dans le Pacifique (75 pour cent), en Amérique latine et dans les Caraïbes (60 pour cent), et en Europe et en Asie centrale (57 pour cent). En Afrique, les deux secteurs les plus désireux de s'engager dans des initiatives ESG sont l'agriculture, la sylviculture et la pêche (50 pour cent), suivies par les industries extractives (36 pour cent). De même, les deux tiers des OE des États arabes ont indiqué que les entreprises des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de la construction sont très intéressées par les services ESG. Il est important de noter que la demande sectorielle de services ESG est également étroitement liée à la taille relative de ces secteurs dans chaque région.

Les deux principales raisons pour lesquelles les membres des OE utilisent les services ESG sont la conformité réglementaire et l'amélioration de la réputation de l'entreprise, comme l'ont indiqué environ les deux tiers des organisations dans le monde. L'intérêt porté à la conformité réglementaire découle en grande partie de l'augmentation récente des réglementations liées aux critères ESG. L'Union européenne a été à l'avant-garde avec la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) et la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD). De plus, les normes IFRS relatives à la communication d'informations sur la durabilité sont mises en œuvre dans plus de 15 juridictions et adoptées dans d'autresⁱⁱⁱ et de nombreuses autres réglementations existent dans le monde entier^{iv}. Parmi les autres motivations principales pour souscrire à des services ESG, près de la moitié des OE interrogées ont cité l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et la possibilité d'anticiper les réglementations et les accords commerciaux susceptibles d'exiger la publication d'informations ESG.

Il est intéressant de noter que seulement un quart des OE d'Asie et du Pacifique ont indiqué que leurs membres ont recours aux services ESG pour améliorer leur efficacité opérationnelle, ce qui est nettement inférieur aux chiffres des OE des autres régions. S'il ne s'agit peut-être pas d'une motivation essentielle

► **Figure 7. «Quelles sont les raisons les plus fréquentes pour lesquelles les membres utilisent vos services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

Note: Les autres raisons, qui représentent 6 pour cent des réponses globales, sont exclues de cette figure.

pour les entreprises de la région, cela peut également être dû à une connaissance limitée des arguments économiques en faveur des critères ESG. Par conséquent, la sensibilisation et la présentation de ces critères comme un moyen de réduire les coûts et de générer davantage d'efficacité peuvent constituer un point d'entrée stratégique pour les OE de la région Asie-Pacifique.

Plus de la moitié des OE africaines estiment que leurs membres utilisent des services ESG pour anticiper les réglementations, ce qui représente le pourcentage le plus élevé parmi les cinq régions étudiées. Les marchés africains sont de plus en plus soumis à des exigences de publication d'informations ESG et à des cadres juridiques connexes. Par exemple, au Nigeria et en Tanzanie, la publication de rapports ESG est obligatoire pour certaines entreprises cotées en bourse^v. L'Afrique du Sud a également été un précurseur régional lorsqu'elle a adopté un cadre intégré pour les rapports qui combine la communication d'informations sur la durabilité et d'informations financières. «À l'heure actuelle, une trentaine de pays en Afrique exigent ou autorisent l'utilisation des normes d'information financière IFRS pour leurs entreprises. Cela peut être corrélé à l'essor des investissements directs étrangers que l'Afrique a enregistré au cours des deux dernières décennies»^{vi}. Ces évolutions indiquent donc que la conformité réglementaire est l'un des principaux facteurs qui motivent les entreprises en Afrique à rechercher un soutien en matière de critères ESG.

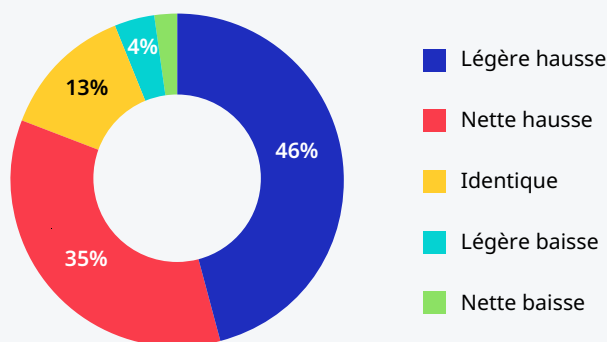
La demande de services ESG a déjà augmenté dans certaines régions, et d'autres s'attendent à une forte croissance à court et à moyen terme.

Huit OE sur dix dans le monde indiquent que la demande de services ESG a augmenté au cours des cinq dernières années. Parmi celles qui proposent déjà des services ESG, près de la moitié ont observé une hausse modérée de la demande, tandis qu'environ un tiers a fait état d'une nette augmentation au cours de cette période. Cette tendance suit l'essor des réglementations ESG, puisque la conformité réglementaire apparaît comme la motivation la plus fréquente de la demande. **Fait tout aussi important, plus de**

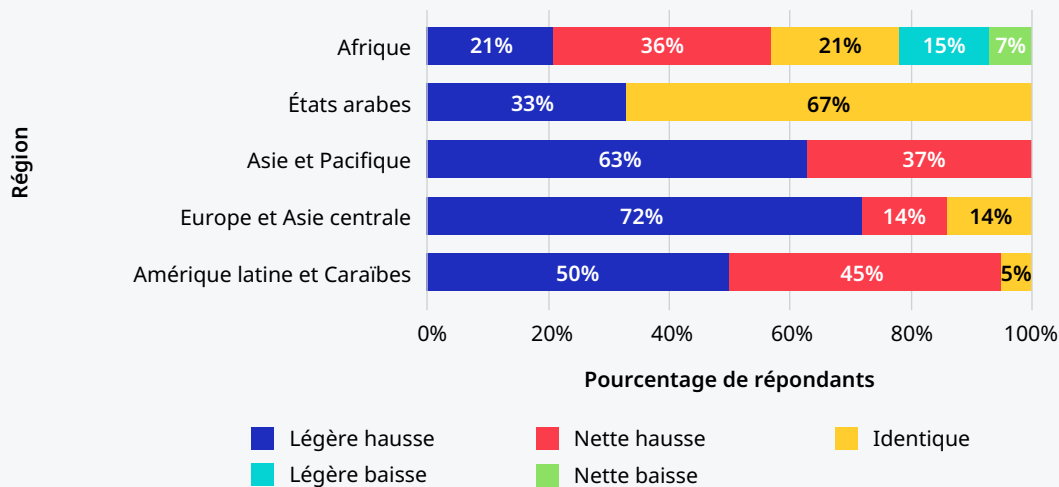
80 pour cent des OE s'attendent à une augmentation de la demande de services ESG dans les un à trois ans à venir. Environ la moitié des OE prévoient une forte augmentation de la demande de services ESG et 30 pour cent s'attendent à une croissance modérée. Les OE de toutes les régions s'accordent à dire que le besoin de services ESG va augmenter, traduisant une évolution mondiale vers des pratiques commerciales plus durables et plus responsables. Au niveau régional, il est intéressant de noter que dans les régions où la demande était comparativement plus faible au cours des cinq dernières années, une forte augmentation est attendue dans les un à trois ans à venir (voir figure 10). Par exemple, un peu plus de la moitié des OE interrogées en Afrique (57 pour cent) ont fait état d'une augmentation de la demande au cours des cinq dernières années, mais 72 pour cent d'entre elles s'attendent à un essor dans les un à trois ans à venir. De même, dans les États arabes, seul un tiers (33 pour cent) des OE ont perçu une augmentation de la demande, mais toutes les personnes interrogées (100 pour cent) pensent que cela va changer et que la demande augmentera. Dans les régions qui ont déjà enregistré une augmentation de la demande de services ESG – comme toutes les OE d'Asie et du Pacifique (100 pour cent), la majorité des OE d'Europe et d'Asie centrale (86 pour cent), et d'Amérique latine et des Caraïbes (95 pour cent) – plus de 70 pour cent des OE prévoient que la demande va continuer à augmenter dans les un à trois ans à venir. **Par conséquent, compte tenu de la tendance à la hausse observée au cours des cinq dernières années et de la croissance attendue à court et moyen terme, il est clairement dans l'intérêt des OE de toutes les régions d'élargir leur offre de services ESG.**

► **Figure 8. «Comment la demande de vos services ESG a-t-elle évolué au cours des cinq dernières années?»**

Graphique A. Résultats mondiaux



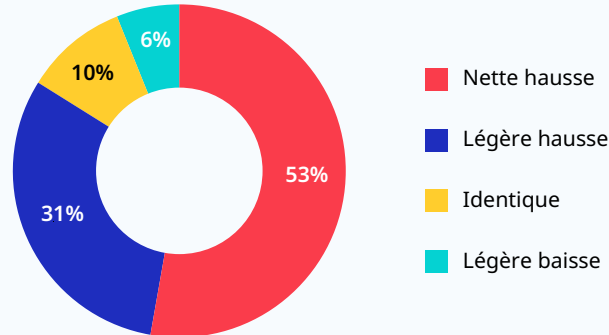
Graphique B. Résultats régionaux



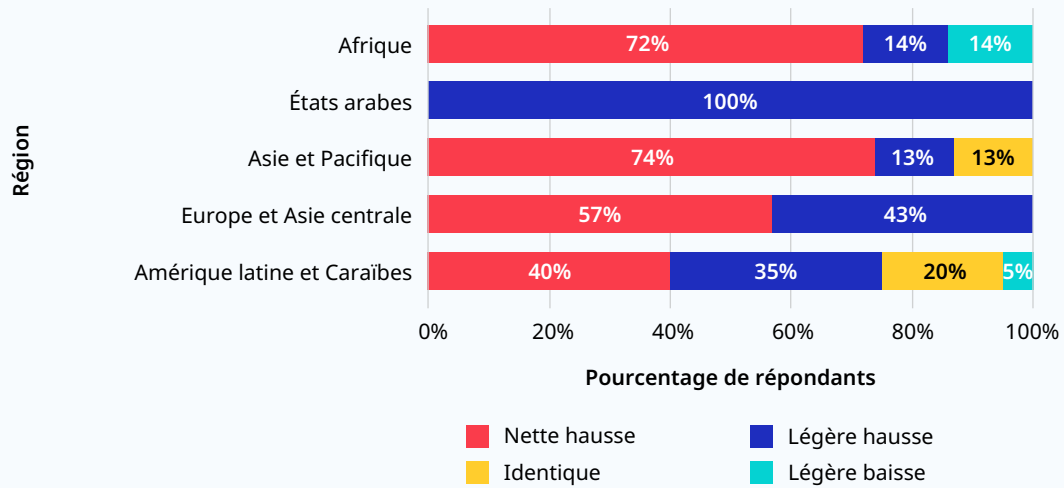
Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

► **Figure 9. «À quelle évolution de la demande de services ESG vous attendez-vous au cours des un à trois ans à venir?»**

Graphique A. Résultats mondiaux

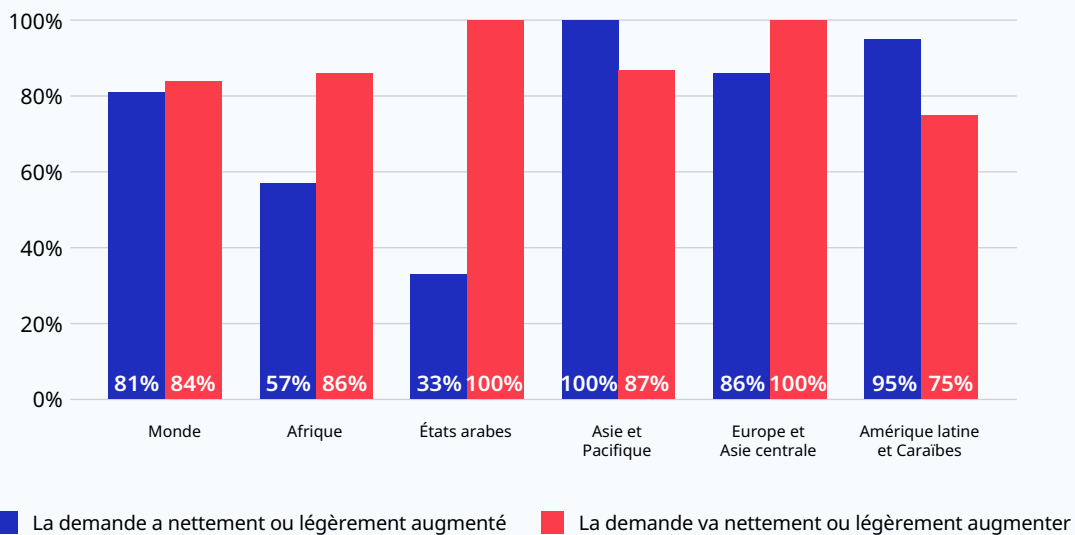


Graphique B. Résultats régionaux



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

► **Figure 10. Augmentation nette ou légère combinée à partir des figures 8 et 9**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

► Défis et perspectives pour les OE et leurs membres

Malgré les perspectives évidentes, les OE se heurtent à des difficultés pour lancer des initiatives ESG pour leurs membres et en tirer des bénéfices

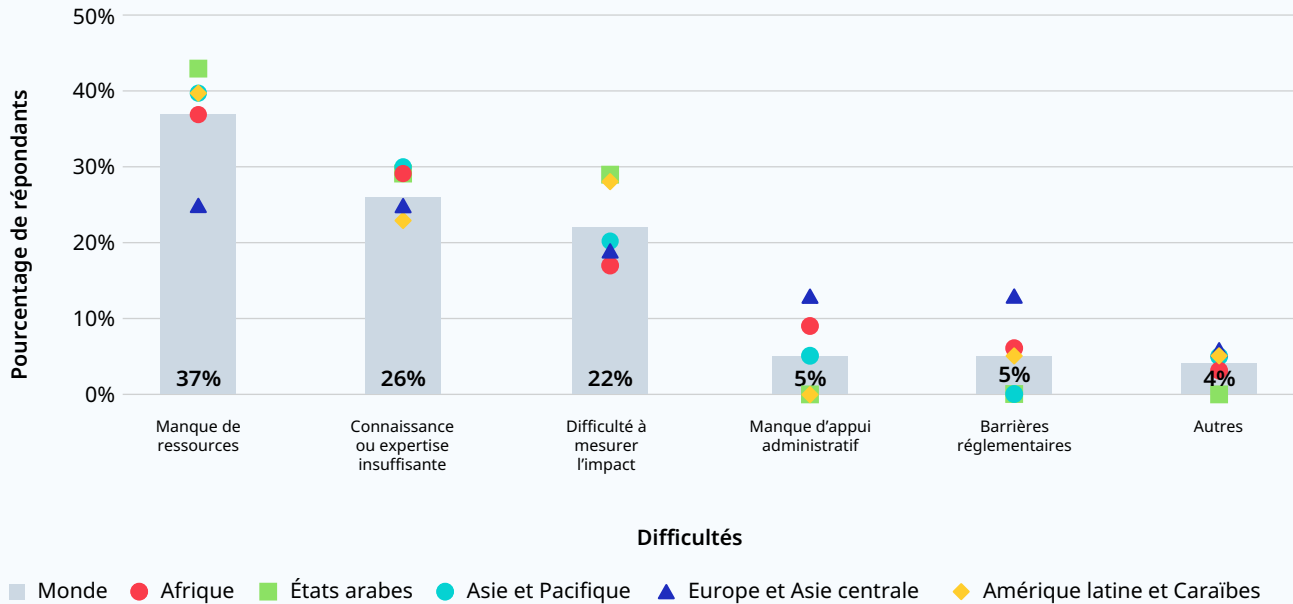
Près de 40 pour cent des OE dans le monde ont indiqué que la principale difficulté de mise en œuvre d'initiatives ESG pour leurs membres était le manque de ressources. En outre, environ un quart des OE ont fait état d'un manque de connaissances et d'expertise, ainsi que de difficultés à mesurer l'impact des initiatives ESG, parmi les principaux obstacles rencontrés. Ces difficultés ont été fréquemment signalées dans toutes les régions, ce qui indique que les OE sont face à des écueils similaires pour soutenir la mise en œuvre des critères ESG par leurs membres.

Environ 40 pour cent des OE offrant des services ESG ne les facturent pas à leurs membres. Les modalités de fourniture des services ESG varient, et les OE font état des mécanismes de financement suivants:

- Gratuit pour les membres, intégralement financé par l'organisation (42 pour cent)
- Gratuit pour les membres, financé par un donateur ou un programme public (37 pour cent)
- Gratuit pour les membres, cofinancé par l'organisation et un donateur ou un programme public (37 pour cent)
- Partage des coûts entre l'organisation et les membres (33 pour cent)
- Intégralement payé par les membres qui reçoivent le service (27 pour cent)
- Services payants à la charge des membres (17 pour cent)

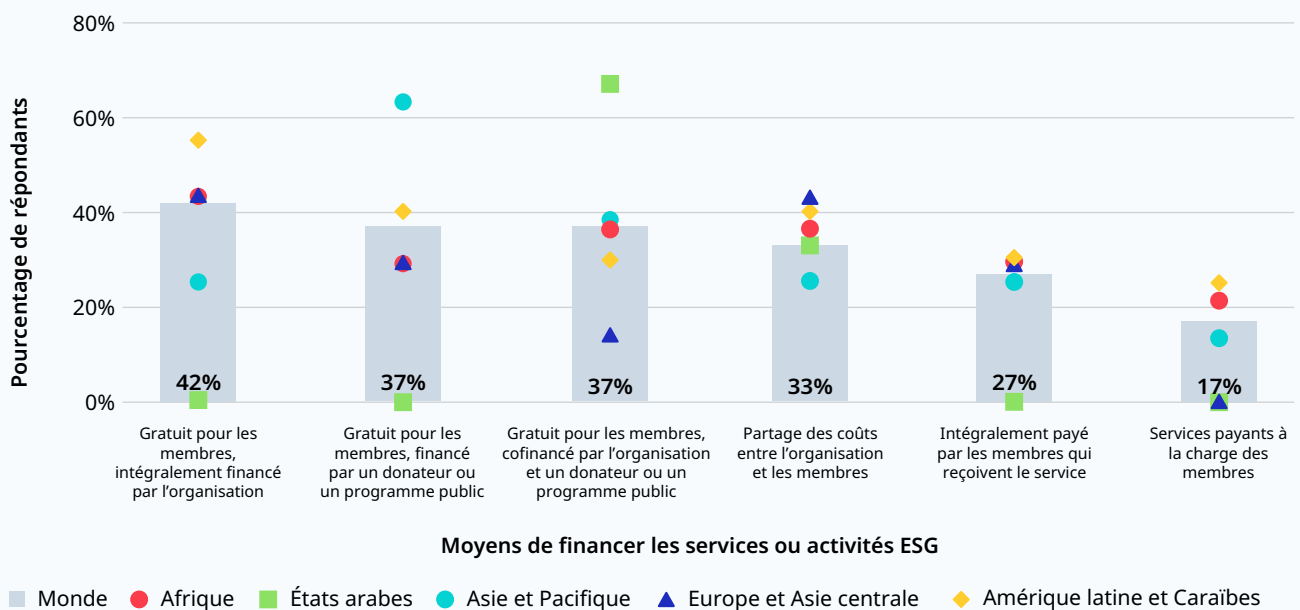
Plus de la moitié des OE d'Amérique latine et des Caraïbes ont indiqué qu'elles offraient gratuitement à leurs membres des services ESG dont elles finançaient l'intégralité. Et environ les deux tiers des OE d'Asie, du Pacifique et des États arabes ont déclaré recevoir un soutien de la part de donateurs ou de programmes publics, que ce soit par le biais d'un financement externe intégral ou d'accords de cofinancement. **Étant donné que le manque de ressources est l'une des principales contraintes rencontrées par les OE dans la mise en œuvre des services ESG, il est essentiel de trouver des modèles de financement durables pour en assurer la disponibilité et l'impact.**

► **Figure 11. «Quelles sont les difficultés rencontrées par votre organisation dans la mise en œuvre d'initiatives ESG pour ses membres? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

► **Figure 12. «Comment votre organisation finance-t-elle les services/activités ESG proposés aux membres? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

Les membres des organisations tirent déjà d'importants bénéfices des efforts déployés par leur OE, mais il reste encore beaucoup à faire pour aller au-delà de la sensibilisation

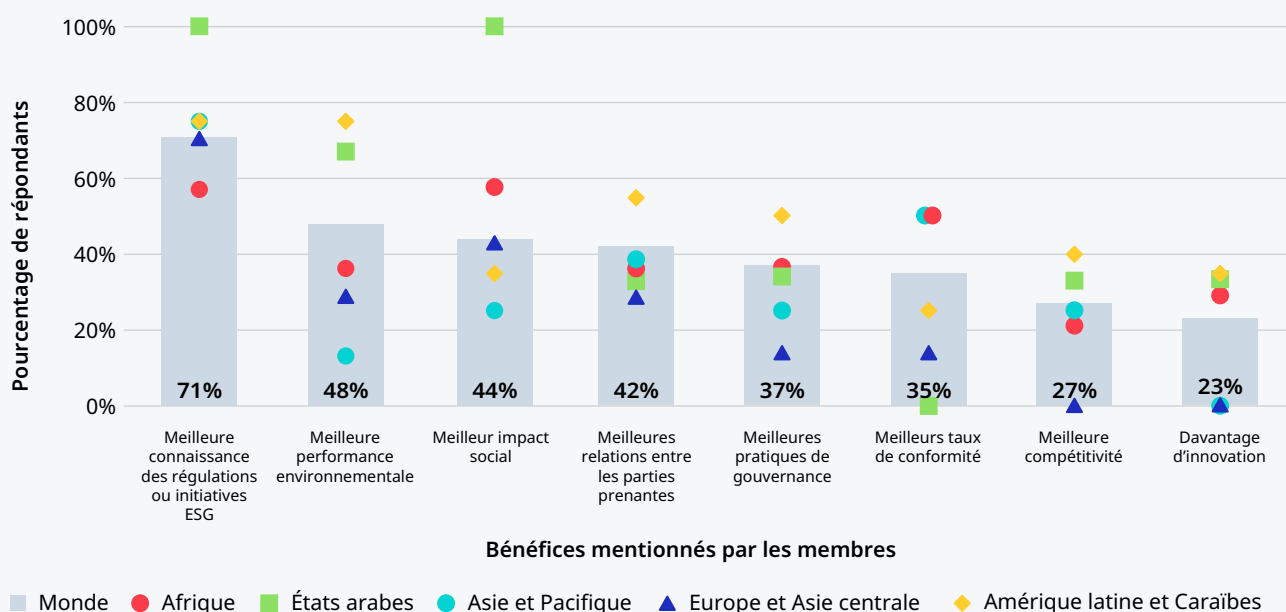
Les OE qui proposent des services ESG cherchent à répondre aux besoins actuels des entreprises en les aidant à identifier et à gérer les risques, renforçant ainsi la durabilité à long terme et offrant des avantages tangibles à leurs membres. **Selon 7 organisations sur 10 au niveau mondial, une meilleure connaissance des réglementations et des initiatives ESG est le bénéfice le plus fréquemment cité par les membres utilisant leurs services ESG.** Viennent ensuite l'amélioration de la performance environnementale (48 pour cent) et de l'impact social (44 pour cent), l'amélioration des relations entre les parties prenantes (42 pour cent) et des pratiques de gouvernance (37 pour cent), et l'augmentation des taux de conformité (35 pour cent).

Les principaux éclairages au niveau régional sont les suivants:

- Dans toutes les régions, l'avantage le plus largement reconnu des services ESG est une meilleure connaissance des réglementations et des initiatives ESG.
- Les membres en Afrique (36 pour cent), en Europe et en Asie centrale (29 pour cent) et en Asie et dans le Pacifique (13 pour cent) font moins souvent état d'une meilleure performance environnementale grâce aux services ESG que les membres des autres régions, même si les améliorations dans ce domaine permettent souvent de réaliser des économies.
- Un pourcentage relativement faible de membres en Amérique latine et dans les Caraïbes (35 pour cent) et en Asie et dans le Pacifique (25 pour cent) font état d'un impact social accru par rapport aux membres d'autres régions.

Si la sensibilisation est une première étape importante pour les OE afin de susciter la demande et l'intérêt de leurs membres, il est essentiel qu'elles les aident également à réaliser des améliorations mesurables de leurs résultats environnementaux et sociaux. C'est là que se trouve la véritable valeur des critères ESG, en ce qu'ils renforcent la résilience des entreprises et favorisent la création de valeur à long terme.

► **Figure 13. «Quels bénéfices vos membres ont-ils mentionnés après avoir utilisé vos services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

Note: Cette figure exclut les bénéfices représentant moins de 20 pour cent au niveau mondial. Il s'agit notamment de l'accès à de nouveaux marchés et des économies financières.

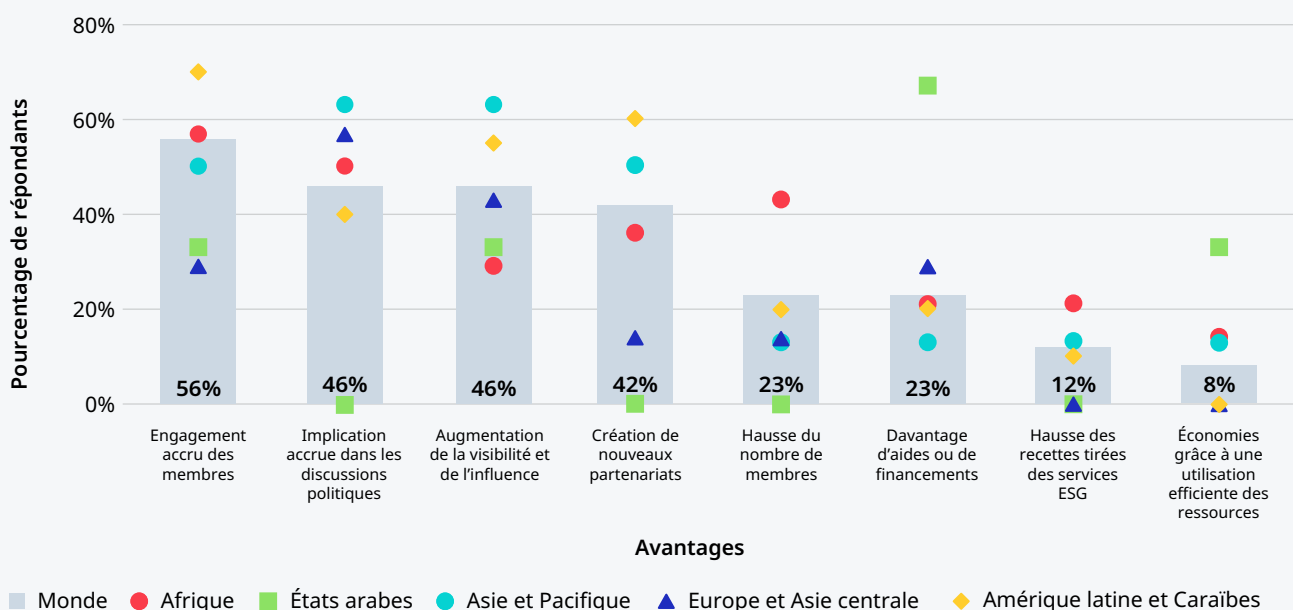
Les OE retirent également elles-mêmes d'importants avantages de leur offre de services ESG

Plus de la moitié des OE dans le monde ont constaté une amélioration de l'engagement de leurs membres depuis le lancement de services ESG. Parmi les autres avantages notables qu'elles ont retirés de la fourniture de services ESG, elles ont cité une participation accrue aux discussions politiques (46 pour cent), une augmentation de leur visibilité et de leur influence (46 pour cent) et l'établissement de nouveaux partenariats (42 pour cent). En outre, un quart des OE ont enregistré une augmentation du nombre de leurs membres et une hausse des subventions ou des financements depuis le lancement de leurs services ESG.

Les principaux constats au niveau régional sur les avantages que les OE ont tirés de leur offre de services ESG sont les suivants:

- Une majorité d'OE d'Amérique latine et des Caraïbes (70 pour cent), d'Afrique (57 pour cent) et d'Asie et du Pacifique (50 pour cent) ont fait état d'un engagement accru de leurs membres.
- Une part importante d'OE d'Asie et du Pacifique (63 pour cent), d'Europe et d'Asie centrale (57 pour cent) et d'Afrique (50 pour cent) se sont impliquées plus activement dans les discussions politiques.
- L'influence politique a notamment augmenté pour les OE d'Asie et du Pacifique (63 pour cent) et d'Amérique latine et des Caraïbes (55 pour cent).
- Une part importante des OE ont formé de nouveaux partenariats en Amérique latine et dans les Caraïbes (60 pour cent) et en Asie et dans le Pacifique (50 pour cent).

► **Figure 14. «Quels avantages votre organisation a-t-elle retirés de son offre de services ESG? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

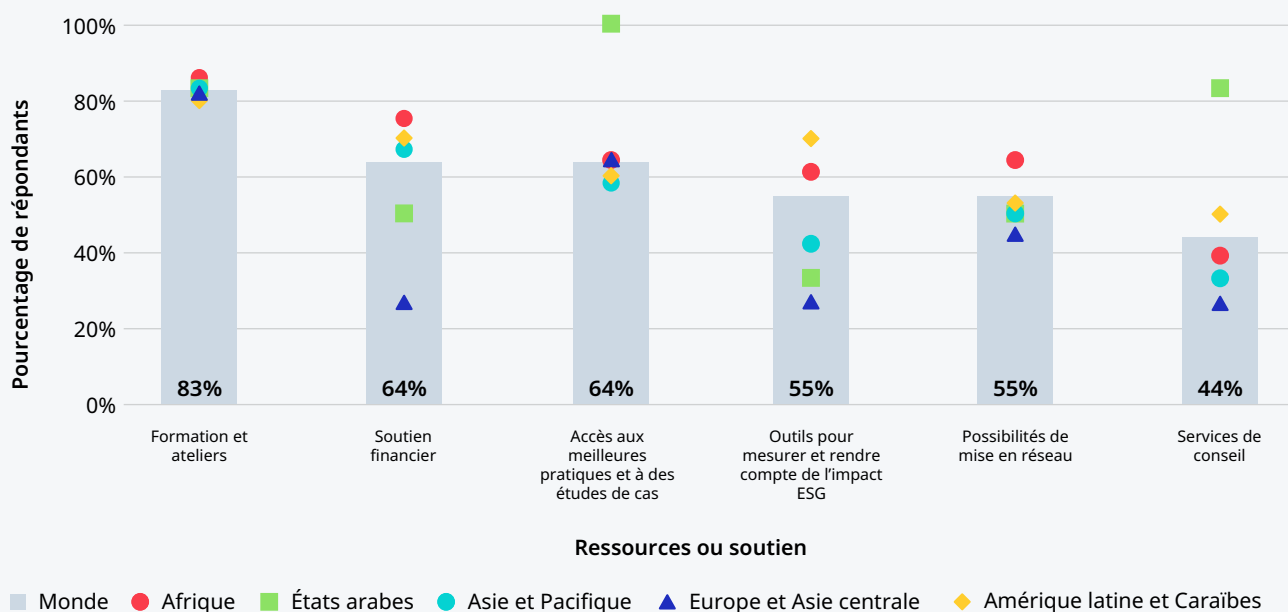
Note: D'autres avantages qui représentent 4 pour cent au niveau mondial ne sont pas inclus dans la figure.

Les OE ont besoin de soutien pour tirer parti des perspectives ESG

Huit OE sur dix indiquent avoir besoin de formation et d'ateliers pour améliorer leurs services ESG. Environ les deux tiers des OE ont également mentionné la nécessité d'un soutien financier, ainsi que l'accès aux bonnes pratiques et aux études de cas pour faire avancer leurs initiatives ESG auprès de leurs membres. Les OE déclarent également avoir besoin d'outils pour mesurer et rendre compte de l'impact ESG (55 pour cent), de possibilités de mise en réseau (55 pour cent) et de services de conseil (44 pour cent).

Dans toutes les régions, au moins 80 pour cent des OE ont besoin de formation et d'ateliers pour améliorer leur offre ESG. En outre, le soutien financier est essentiel pour la majorité des OE dans le monde, sauf en Europe et en Asie centrale, où seulement 27 pour cent des organisations le considèrent comme une priorité. Les OE de toutes les régions reconnaissent que l'accès aux bonnes pratiques et aux études de cas est bénéfique.

► **Figure 15. «Quelles ressources ou quel soutien seraient les plus utiles à votre organisation pour faire progresser les services ESG que vous fournissez à vos membres? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.»**



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

Note: D'autres types de ressources ou de soutien qui représentent 3 pour cent au niveau mondial ne sont pas inclus dans la figure.

► La voie à suivre

Les OE doivent montrer l'exemple

Il faut en faire davantage pour aider les OE à montrer l'exemple. L'intégration des critères ESG dans les propres opérations des OE est un bon moyen d'acquérir une expérience de première main quant aux difficultés de mise en œuvre et aux possibilités qu'offrent les pratiques liées à ces critères. Toutefois, l'enquête montre que la plupart des OE n'ont pas de stratégie ESG et que seule la moitié d'entre elles prennent des mesures pour évaluer leurs opérations et contrôler les résultats dans divers domaines, notamment la santé et le bien-être des salariés, les pratiques commerciales éthiques et les politiques de gouvernance d'entreprise.

La demande de services ESG existe. Les OE doivent l'exploiter de manière à générer des revenus

Les OE interrogées dans le monde perçoivent largement que la demande de services ESG a nettement augmenté et qu'elle continuera à le faire. En outre, elles cueillent déjà les fruits de l'intégration des critères ESG dans leurs offres de services, notamment un engagement accru de leurs membres, une plus grande influence politique et de nouveaux partenariats. Cependant, des modèles de financement plus fiables sont nécessaires pour les aider à surmonter les contraintes de ressources et à mieux tirer parti des perspectives que représentent les critères ESG pour les OE. Si près de 60 pour cent des OE interrogées proposent une forme ou une autre de service ESG, il existe un potentiel considérable pour que davantage d'organisations développent des offres ESG à plus forte valeur ajoutée, telles que le conseil aux membres ou l'aide à l'établissement de rapports sur la durabilité. Avec l'augmentation des régulations, la demande de conseil ESG va en effet croître parmi les entreprises de tailles et de secteurs différents.

Les membres des OE doivent tirer des bénéfices plus concrets des services ESG

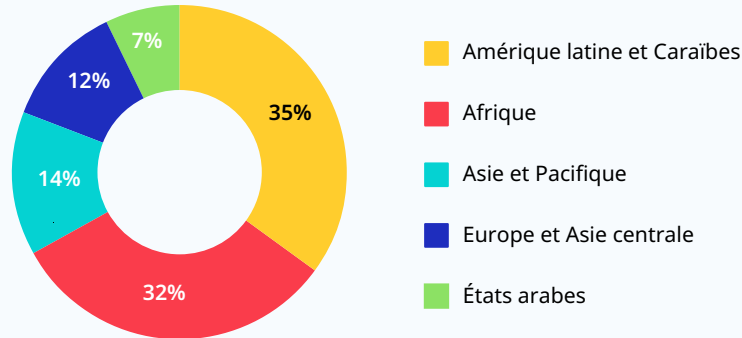
Les arguments économiques en faveur des critères ESG sont clairs, notamment l'efficacité des ressources et de meilleurs résultats. Pourtant, l'avantage des services proposés par les OE le plus souvent mentionné est une meilleure connaissance des régulations et initiatives en la matière. Moins de la moitié des OE ont indiqué que leurs membres ont enregistré des améliorations mesurables de leurs résultats sociaux ou environnementaux. Pour combler cette lacune, les OE doivent approfondir leur expertise et élargir leur offre de services afin de s'assurer que les entreprises membres réalisent pleinement tous les bénéfices concrets que les critères ESG ont à offrir et qu'elles puissent mesurer le retour sur investissement dans le temps.

Un rôle pour l'OIT

La formation, l'accès aux outils et aux ressources, et le soutien financier sont les formes d'assistance les plus demandées par les OE qui cherchent à améliorer leur offre de services ESG. Ces besoins ont été exprimés dans toutes les régions, sauf en Europe et en Asie centrale. Grâce au programme LEADER de l'OIT, plusieurs outils et ressources, notamment un ensemble complet de formations et d'études de cas, ont été développés pour que les OE puissent adopter de manière modulable les services ESG. L'élargissement de ces ressources ainsi que les conseils dispensés aux OE pour assurer la viabilité financière de leurs offres ESG seront essentiels pour qu'un plus grand nombre d'organisations puissent se saisir des perspectives ESG en pleine évolution.

► Annexe: données démographiques de l'enquête

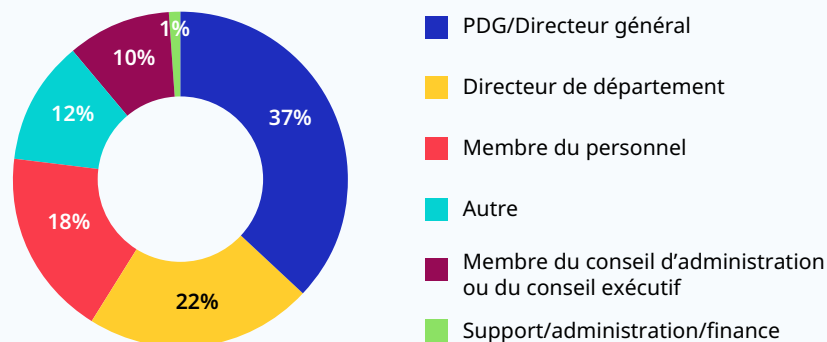
► Figure 1A. OE interrogées par région



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

La plupart des répondants à l'enquête occupaient des postes de direction, notamment de président-directeur général (PDG) ou de directeur général (37 pour cent) et de directeur de département (22 pour cent). Près d'un quart d'entre eux étaient membres du conseil d'administration ou du comité exécutif (12 pour cent) ou occupaient d'autres fonctions (11 pour cent) au sein de leur OE.

► Figure 2A. Poste des répondants



Source: Enquête mondiale de l'OIT auprès des OE sur les services ESG, 2025.

La répartition par sexe des répondants occupant des postes de direction est relativement homogène, avec une proportion presque égale de femmes (52 pour cent) et d'hommes (48 pour cent) PDG ou directeurs généraux, et de femmes (44 pour cent) et d'hommes (56 pour cent) membres du conseil d'administration. La répartition des répondants à l'enquête travaillant en tant que chefs de département, membres du personnel ou à d'autres postes est également assez équilibrée entre les hommes et les femmes.

► Références

- i Global Growth Insights. *ESG and Sustainability Advisory Market Size, Trends 2025-2033*. Consulté le 22 mai 2025. <https://www.globalgrowthinsights.com/market-reports/esg-and-sustainability-advisory-market-103238>.
- ii Balch, Oliver. «Wave of Regulation Drives Demand for Sustainability Advice». *Financial Times*, 27 février 2025. <https://www.ft.com/content/3bc008ff-cf3d-4bd7-8052-e1beeabca002>.
- iii S&P Global. *March 2025 – Where Does the World Stand on ISSB Adoption?* Consulté le 31 mars 2025. <https://www.spglobal.com/esg/insights/march-2025-where-does-the-world-stand-on-issb-adoption>.
- iv PwC. *Sustainability Reporting Adoption Tracker*. Consulté le 22 mai 2025. <https://www.pwc.com/gx/en/services/audit-assurance/corporate-reporting/esg-reporting/sustainability-reporting-tracker.html>.
- v Topbas, Günsel. «African Markets Embrace ESG». *Citi*, 11 mars 2022. <https://www.citigroup.com/global/insights/african-markets-embrace-esg>.
- vi Owolabi, Joseph. «ESG & Global Climate Disclosure Standards: Why Africa Must Take the Lead». *BusinessDay (Nigeria)*, 6 septembre 2024. <https://businessday.ng/opinion/article/esg-global-climate-disclosure-standards-why-africa-must-take-the-lead/>.

Organisation internationale du Travail

4 route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

+41 22 799 7239
actemp@ilo.org